

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 24/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DS SMITH PACKAGING

Usine de Toury
Route de Pithiviers
28310 Toury

Références : 5474/RAPVI/PBi/IC230579
Code AIOT : 0010005474

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/09/2023 dans l'établissement DS SMITH PACKAGING implanté Usine de Toury Zone Industrielle 28310 Toury. L'inspection a été annoncée le 29/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DS SMITH PACKAGING
- Usine de Toury Zone Industrielle 28310 Toury
- Code AIOT : 0010005474
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement DS SMITH PACKAGING Toury est classé sous le régime de l'autorisation, au titre principalement des rubriques 2445 et 2450, pour une activité de fabrication d'emballages neutres ou imprimés en carton ondulé.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites données à l'inspection du 9 mai 2016 ;
- Gestion des ressources en eau – Article 3.5.7.1.3 de l'arrêté préfectoral du 7 juin 2004.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Volume des réserves sprinklage	Arrêté Préfectoral du 07/06/2004, article 3.5.7.1.3	NC1 VI 09/05/2016	Lettre de suite préfectorale	60 jours
4	Suivi des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 07/06/2004, article 3.5.2.5	NC4 VI 09/05/2016	Lettre de suite préfectorale	60 jours
7	Installations de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	NC7 VI 09/05/2016	Lettre de suite préfectorale	60 jours
8	Fréquence de contrôle du sprinklage et portes coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 07/06/2004, article 3.5.3.2.3	NC8 VI 09/05/2016	Lettre de suite préfectorale	60 jours
9	Vérification du sprinklage	Arrêté Préfectoral du 07/06/2004, article 3.5.7.1.1	NC9 VI 09/05/2016	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Intégrité des murs coupe-feux	Arrêté Préfectoral du 07/06/2004, article 3.5.2.3	NC2 et R3 VI du 09/05/2016	Sans objet
3	Suivi des extincteurs et RIA	Arrêté Préfectoral du 07/06/2004, article 3.5.3.2.3	NC3 VI 09/05/2016	Sans objet
5	Alarme du séparateur d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 07/06/2004, article 3.1.6.1	NC5 VI 09/05/2016	Sans objet
6	Rétention des pompe à encre Flexo4	Arrêté Préfectoral du 07/06/2004, article 3.1.7.1.2	NC6 VI 09/05/2016	Sans objet
10	Suivi des déchets	Arrêté Préfectoral du 07/06/2004, article 3.3.4.2	NC10 VI 09/05/2016	Sans objet
11	Suivi des exutoires de fumées	Arrêté Préfectoral du 07/06/2004, article 3.5.3.2.3	D1 VI 09/05/2016	Sans objet
12	Suivi des poteaux incendie	Arrêté Préfectoral du 07/06/2004, article 3.5.7.1.3	R1 VI 09/05/2016	Sans objet
13	Tenue à jour du registre de sécurité	Arrêté Préfectoral du 07/06/2004, article 3.5.3.2.3	R2 VI 09/05/2016	Sans objet
14	Suivi du volume réserves sprinklage	Arrêté Préfectoral du 07/06/2004, article 3.5.7.1.3	R4 VI 09/05/2016	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Volume des réserves sprinklage - NC1 VI 09/05/2016

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2004, article 3.5.7.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie automatisée
Prescription contrôlée : [...] Les réserves en eau associées au système d'extinction sont assurées par 2 réserves aériennes galvanisées de 740 m3 et de 40 m3 avec auto-alimentation. [...]
Constats : Les réserves dédiées au sprinklage ne disposent pas des volumes prescrits dans l'arrêté préfectoral du 7 juin 2004.
Observations : <u>Constat du 09/05/2016 :</u> "Le 09/05/2016, l'Inspection des Installations Classées ayant eu accès au local « vanne coupure sprinkler » abritant la cuve d'eau de l'installation de sprinklage, a constaté que la plaque « constructeur » de la cuve indique une capacité nominale de 680 m ³ inférieure aux 740 m ³ de volume d'eau prescrits par l'arrêté préfectoral réglementant le site." <u>Non-conformité NC1 :</u> Au vu du Q1 de la société TYCO, l'installation de sprinklage est sous-dimensionnée au regard des besoins en eaux d'extinction d'incendie prescrits par l'arrêté préfectoral réglementant l'exploitation de l'établissement. <u>Réponse de l'exploitant du 9 septembre 2016 :</u> "Il s'agit d'une erreur, que l'on retrouve à la constitution du dossier de demande d'autorisation. Les volumes réels sont : Source A : 30 m3 Source B : 680 m3 Le certificat N1 (annexe A) bien antérieur à l'arrêté d'exploitation atteste ces valeurs. Et le dernier rapport Q1 confirme (annexe B)." <u>Constat du 14/09/2023 :</u> L'exploitant a indiqué, durant l'inspection, qu'il n'a pas changé les cuves qui sont installées sur son site. Les documents transmis par l'exploitant indiquent également que les volumes des cuves de sprinklage connus des prestataires de contrôle sont les volumes indiqués par l'exploitant dans son courrier du 9 septembre 2016. Cependant, les volumes présents sur site sont inférieurs aux volumes prescrits par l'arrêté préfectoral du 7 juin 2004.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Intégrité des murs coupe-feux - NC2 et R3 VI du 09/05/2016

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2004, article 3.5.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Prescription contrôlée : Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir s'opposer à la propagation d'un incendie. [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : <u>Constat du 09/05/2016 :</u> "Le 09/05/2016, l'Inspection des Installations Classées a constaté la présence d'ouvertures dans l'un des murs coupe-feu du bâtiment principal du site." <u>Non-conformité NC2 :</u> Présence d'ouvertures non comblées dans le mur coupe-feu. <u>Remarque R3 :</u> Les trous dans les murs coupe-feu doivent être calfeutrés par un système de calfeutrement ayant une tenue au feu au moins équivalent à celle du mur à calfeutrer. <u>Réponse de l'exploitant du 09/09/2016 :</u> NC2 : Les trous ont été rebouchés avec du "MAP" (idem plâtre). R3 : Le MAP a un classement au feu A1 (incombustible). (Fiche technique jointe Annexe U). <u>Constat du 14/09/2023 :</u> L'inspection des installations classées a constaté que les trous observés lors de l'inspection du 9 mai 2016 ont été rebouchés. La documentation jointe au courrier de l'exploitant du 9 septembre 2016 indique que le produit utilisé pour calfeutrer les ouvertures présente une résistance au feu équivalente à celle du mur coupe-feu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Suivi des extincteurs et RIA - NC3 VI 09/05/2016

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2004, article 3.5.3.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Équipements de défense incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un ensemble d'actions préétablies et systématiques pour assurer le bon respect des dispositions du présent arrêté et de celui de ses règles internes de sécurité. Cette organisation comprend au moins : [...] b) la vérification des divers moyens de secours, d'intervention ainsi que le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité. [...]

Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations :</p> <p><u>Constat du 09/05/2016 :</u></p> <p>"Le 09/05/2016, l'exploitant a présenté le compte-rendu de vérification périodique des extincteurs et robinets d'incendie armés de l'établissement. Cette vérification technique a été réalisée par CLIMEX le 22/12/2015 et le rapport qui en résulte présente des points de non-conformités notamment, des appareils réformés ou manquants dont il préconise le remplacement. L'exploitant a également présenté un devis des travaux de remplacement des extincteurs et RIA (les numéros 13 et 23) défectueux notamment le bordereau de prix (n°DEVCL2-1512-362) du 23/12/2015 établi par la société CLIMEX. Il appartient à l'exploitant de prendre en compte les préconisations du rapport de vérification périodique relatif à la mise en conformité de ses équipements et de mettre en place les mesures correctives envisagées."</p> <p><u>Non-conformité NC3 :</u></p> <p>Le rapport de vérification périodique de la société CLIMEX du 22/12/2015 signale des équipements de sécurité incendie hors service et préconise leur remplacement.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 09/09/2016 :</u></p> <p>"La société CLIMEX Val de Loire (45) est chargée de réparer/remplacer les extincteurs/RIA défectueux. Voir documents joints en annexe C. L'intervention a eu lieu le 15 juin. Voir copie des bons d'intervention en annexe D."</p> <p><u>Constat du 14/09/2023 :</u></p> <p><u>Robinet d'incendie armés :</u></p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de vérification SCUTUM de ses RIA daté du 10 janvier 2023. Ce rapport présente plusieurs éléments comme "à réparer". L'exploitant a par la suite présenté le rapport d'intervention de la société SCUTUM en date du 21 mars 2023, indiquant la correction de ces éléments.</p> <p><u>Extincteurs :</u></p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de vérification SCUTUM de ses extincteurs en date du 7 décembre 2022. Ce rapport liste plusieurs extincteurs comme devant être remplacé du fait de leur vieillissement, ainsi que des équipements ayant été percutés et devant être changés. Il a par la suite présenté la facture du 19 janvier 2023 couvrant le remplacement des extincteurs indiqués comme non conformes dans le rapport mentionné ci-dessus.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Suivi des installations électriques - NC4 VI 09/05/2016

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2004, article 3.5.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...].Toutes les installations électriques sont maintenues en bon état et sont contrôlées après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue</p>

des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs à ces vérifications.

Il est remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs. [...]

Constats : Le rapport de vérification des installations électriques du 23 août 2023 présente des non-conformités non corrigées au jour de l'inspection.

Observations :

Constat du 09/05/2016 :

"Le 09/05/2016, à la demande de l'Inspection des Installations Classées, l'exploitant a présenté :

-Le Q18, compte-rendu de vérification périodique des installations électriques contrôlées par vérificateur agréé, établi par la société DEKRA le 09/11/2015 ;

-Le Q19, compte-rendu de vérification périodique des installations électriques contrôlées par thermographie infrarouge, établi par la société DEKRA le 15/06/2015 ;

- Au vu du Q18 présenté par l'exploitant, les installations électriques du site peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

- Le Q19 décèle des points d'échauffements anormaux voire des variations excessives d'échauffement de phases et bornes de matériels électriques pouvant entraîner un court-circuit ou un début d'incendie ;

- La vérification est incomplète, car elle s'est faite sans coupure totale de la tension, l'accès au local broyeur n'étant pas autorisé."

Non-conformité NC4 :

Au vu du Q18 du 09/11/2015, la vérification des installations électriques du site est incomplète et fait état de non-conformités pouvant entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

Réponse de l'exploitant du 09/09/2016 :

"- Réponse au rapport Q18 :

Ci-joint en annexe E, le Q18.

Nous avons traité toutes les remarques. Voir bilan en annexe F, paraphé par notre électricien.

La société DEKRA a pu procéder à la levée de réserves du Q18 le 14/06/2016. Annexe G.

- Réponse au rapport Q19 :

Ci-joint en annexe H, le Q19.

Nous avons traité toutes les remarques et mesuré les valeurs de température ainsi obtenues. Voir le bilan paraphé par notre électricien en annexe I.

- Vérification électrique sous coupure totale :

Samedi 3 septembre, nous avons réalisé une coupure totale de la tension dans l'usine. Nos électriciens, accompagnés de la société Eiffage, ont pu procéder aux différents tests de sécurité.

- Coupure des cellules HTA par personnel DSSmith au 2 postes et Séparation réseau par la SICAP

- Contrôles électrique et mécanique du disjoncteur HTA

- Contrôles électrique et mécanique des 3 masterpacts

- Remplacement du disjoncteur départ REACTEUR

- Remplacement des disjoncteurs 6KA sur poste 2

- Remplacement de parafoudre

- Câblage du PEN supplémentaire du 630 KVA à l'Armoire AGNATI

- Serrage des bornes des points chauds de la Q19"

Constat du 14/09/2023 :

L'exploitant a présenté, durant l'inspection, le rapport de vérification des installations électriques réalisé par DEKRA en date du 23 août 2023 et basé sur une intervention durant du 8 août au 23 août 2023. Il a également présenté le certificat Q18 lié à cette vérification.

Le certificat Q18 indique que la vérification a été complète, et que la coupure électrique totale des installations n'a pas été autorisée. Par ailleurs, il indique que les installations électriques peuvent être à l'origine d'incendie ou d'explosion.

10 écarts sont relevés, notamment aux titres suivants :

- Absence ou inadaptation des dispositifs de surintensité
- Présence de poussières déposée ou de substance pouvant présentant un danger dans les armoires électriques
- Défaut de continuité du conducteur de protection dans les locaux à risque.

Ce dernier type d'écart a déjà été signalé lors de précédentes vérifications.

L'exploitant a indiqué avoir mis en place un plan d'action pour corriger les écarts relevés, mais n'a pas indiqué qu'ils sont corrigés au jour de l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Alarme du séparateur d'hydrocarbures - NC5 VI 09/05/2016

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2004, article 3.1.6.1

Thème(s) : Risques chroniques, Séparateur d'hydrocarbures

Prescription contrôlée :

Les installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté sont conçues, entretenues, exploitées et surveillées de manière à faire face aux variations de caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite et ne constitue pas un moyen de traitement.

Constats : Pas d'écart constaté.

Observations :**Constat du 09/05/2016 :**

Un séparateur à hydrocarbures en polyéthylène est positionné en sortie du bassin de confinement avant rejet des eaux résiduelles vers le réseau communal. La notice technique du séparateur présentée par l'exploitant indique que l'équipement est de classe I garantissant en sortie une teneur en hydrocarbures inférieure à 5 mg/l. Le séparateur est muni d'un système d'alarme de saturation du compartiment d'hydrocarbures. Une verrine surmontant l'armoire de commande pour le report d'alarme.

Le 09/05/2016, le système d'alarme du séparateur d'hydrocarbures est hors tension et l'exploitant n'a pas pu le remettre en marche à la demande de l'Inspection des Installations Classées.

Non-conformité NC5 :

Le système d'alarme de contrôle des niveaux et de détection de saturation du séparateur à hydrocarbures est hors tension.

Réponse de l'exploitant du 09/09/2016 :

"Défaut de l'alarme hydrocarbures du séparateur.

Nous avons remis en service le 26/07/16 et testé le système."

Constat du 14/09/2023 :

L'inspection des installations classées a constaté que le système d'alarme lié au séparateur d'hydrocarbures en sortie du bassin de confinement est fonctionnel au cours de l'inspection. Le responsable maintenance de l'établissement a placé le détecteur lié en défaut pour simuler un incident. Cet essai a mis en action le système d'alarme.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2004, article 3.1.71.2
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention de produits polluants
Prescription contrôlée : [...] Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">• dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,• dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.[...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : <u>Constat du 09/05/2016 :</u> "Le 09/05/2016, lors de son passage dans l'atelier, précisément dans le magasin d'impression flexographique 4, l'Inspection des Installations Classées a noté l'absence de rétention sous les fûts en utilisation. De plus, le document « suivi des rétentions » présenté par l'exploitant, à la demande de l'Inspection des Installations Classées, signale des rétentions ayant un volume insuffisant au regard de la capacité des stockages utilisées dans l'atelier." <u>Non-conformité NC6 :</u> Absence de rétentions sous les fûts en utilisation du bâtiment Flexo 4 et rétentions de volume insuffisant au regard du document « suivi des rétentions » <u>Réponse de l'exploitant du 09/09/2016 :</u> "Le risque de pollution vers l'extérieur est peu probable, car le sol est entièrement étanche, l'encre visqueuse et aucune canalisation d'eau pluviale n'est accessible. De plus le périmètre de l'atelier est ceinturé par des dos d'âne. Néanmoins nous prévoyons d'effectuer des travaux d'amélioration, en déplaçant les pompes et en créant une rétention. Pour placer une rétention, nous devons immobiliser la machine (régime 3x8) pendant plusieurs jours. Nous avons programmé les travaux fin 2016, en semaine 52. La solution retenue sera semblable à celle effectuée sur la flexo 1 (photo). Voir détails et schéma en annexe J. Plusieurs rétentions dans les racks de stockage impression n'ont pas un volume suffisant. (Cela en cas d'une fuite simultanée de tous les conteneurs). Nous avons installé des bacs de rétention dans niveaux intermédiaires des racks." <u>Constat du 14/09/2023 :</u> L'inspection des installations classées a constaté que les fûts utilisés pour la machine d'impression flexographique 4 sont placés sur une rétention située sous la machine d'impression. Par ailleurs, l'inspection a observé la présence de moyens de rétention supplémentaires dans les racks de stockage de l'atelier flexographie. Ces bacs supplémentaires permettent de disposer d'un volume de rétention suffisant au niveau de ces stockages.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Prescription contrôlée : [...] Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois « après un impact de foudre », par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification ».
Constats : Le rapport de vérification des équipements de protection contre la foudre liste des non-conformités non corrigées au jour de l'inspection.
Observations : <u>Constat du 09/05/2016 :</u> "Protection contre la foudre : Le 9 mai 2016, l'exploitant a présenté le rapport de vérification périodique des installations de protection foudre du site établi par « ADEE ELECTRONIC » le 03/11/2015. Ce rapport indique que le site est insuffisamment protégé. Absence de traçabilité suite à un impact foudre. L'exploitant a présenté des commandes de travaux - commande TY-2016-0396 du 10/03/16 auprès de ADEE ELECTRONIC pour la protection des bâtiments du site contre la foudre ; commande TY-2016-0,395 auprès de EIFFAGE ENERGIE pour l'installation de parafofoudres. Impact foudre : L'Inspection des Installations Classées a également noté l'enregistrement d'un impact foudre sur un compteur coup de foudre du bâtiment principal de l'établissement. L'exploitant a reconnu que suite à l'agression enregistrée de la foudre, aucune vérification visuelle des installations de protection foudre n'a été effectuée par un organisme compétent." <u>Non-conformité NC7 :</u> Au vu du rapport de vérification périodique de la société « ADEE ELECTRONIC » du 03/11/2015, les

installations de protection contre les effets de la foudre font l'objet de non-conformités (site insuffisamment protégé). Absence de traçabilité suite à un impact foudre.

Réponse de l'exploitant du 09/09/2016 :

"Suite à la réfection toiture (grêle) les équipements de protection foudre ont été partiellement démontés. Un rapport complet (Apave) en septembre 2015 a listé les non-conformités.

1- Les sociétés ADEE et Eiffage ont remis en conformité les installations. En annexe K la commande ADEE et annexe L la commande Eiffage.

L'Apave effectuera une levée des réserves le 6 octobre 2016 (elle vous sera adressée dès réception).

2- En annexe M notre carnet de bord "foudre", le suivi et la traçabilité sont conformes.

Les compteurs d'impact de foudre sont relevés après chaque orage sur Toury (page 12-13 du carnet de bord)."

Constat du 14/09/2023 :

L'exploitant a présenté le rapport de vérification visuelle des installations de protection contre la foudre réalisé par l'APAVE en date du 10 juillet 2023.

Ce rapport liste 4 non-conformités. L'exploitant a indiqué que l'une de ces non-conformités a été corrigée depuis cette vérification, et que l'intervention de sous-traitants est requise pour la correction des autres écarts.

L'exploitant a également présenté le relevé des impacts foudre en date du 12 septembre 2023, réalisé après des orages sur le département. Ce relevé indique que des impacts ont eu lieu lors de ces orages.

L'exploitant a présenté une commande justifiant d'une demande de réalisation de vérification visuelle des équipements de protection contre la foudre suite à ces impacts.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 60 jours

N° 8 : Fréquence de contrôle du sprinklage et portes coupe-feu - NC8 VI 09/05/2016

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2004, article 3.5.3.2.3

Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un ensemble d'actions préétablies et systématiques pour assurer le bon respect des dispositions du présent arrêté et de celui de ses règles internes de sécurité.

Cette organisation comprend au moins : [...]

b) la vérification des divers moyens de secours, d'intervention ainsi que le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité, [...].

Constats : Le rapport de vérification des portes coupe-feu de l'établissement du 16 juin 2023 présente des observations non corrigées au jour de l'inspection.

Observations :

Constat du 09/05/2016 :

"Le 9 mai 2016, l'exploitant n'a pas présenté de justificatif de vérification de l'installation de

sprinklage de l'établissement pour l'année 2016 alors que la fréquence de vérification de cette installation est annuelle. De plus le programme prévisionnel des vérifications techniques des équipements de sécurité de l'année 2016 présenté par l'exploitant ne prévoit aucune date en 2016 pour la vérification de l'installation de sprinklage.

Le 09/05/2016 l'exploitant a présenté le rapport de vérification périodique des portes coupe-feu établi par la société TYCO le 31/03/2015. Le rapport de vérification des portes coupe-feu de TYCO mentionne la non fermeture complète des portes coulissantes A et A1 et signale que la porte de la zone « impression » est bloquée. L'exploitant indique avoir les travaux il y a environ 2 semaines. La vérification annuelle 2016 n'est pas réalisée."

Non-conformité NC8 :

La périodicité des vérifications périodiques des installations de sprinklage et des portes coupe-feu est dépassée.

Réponse de l'exploitant du 09/09/2016 :

"Intervention de TYCO les :

- 23/05/16 sur les portes coupe-feux, annexe N (remarques en cours de traitement), commande pour traiter les observations jointe en annexe O
- 26/05/16 sur le sprinklage, annexe P (remarques soumises dans une demande d'investissement)."

Constat du 14/09/2023 :

1 - Portes coupe-feu :

L'exploitant a présenté lors de l'inspection le rapport en date du 16 juin 2023 réalisé par SCUTUM concernant les portes coupe-feu de l'établissement. Ce rapport a été réalisé moins d'un an avant l'inspection, la périodicité est respectée.

Par ailleurs, ce rapport liste plusieurs observations concernant les portes coupe-feu. L'exploitant a indiqué avoir réalisé plusieurs devis pour la correction de ces observations, mais a précisé qu'aucune commande n'a été réalisée au jour de l'inspection.

2 - Sprinklage :

Le dernier rapport Q1 de contrôle des équipements de sprinklage date du 13 juin 2023. Ce rapport a été réalisé moins d'un an avant l'inspection, la périodicité de contrôle de ces équipements est respectée. L'exploitation du contenu de ce rapport est reprise dans le point de contrôle n°9.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 60 jours

N° 9 : Vérification du sprinklage - NC9 VI 09/05/2016

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2004, article 3.5.7.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie automatisée

Prescription contrôlée :

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à une analyse préalable qui apprécie le potentiel de danger de l'installation et précise les moyens nécessaires pour assurer la maîtrise des risques inventoriés.
[...]

De plus, l'ensemble du site est protégé par un système d'extinction automatique. Ce système est conforme à la R1 édictée par APSAD. À ce titre, l'exploitant tient à disposition du service d'inspection la déclaration de conformité initiale N1 et les compte-rendus de visites périodiques Q1.

Constats : Le rapport Q1 du 13/06/2023 liste des non-conformités sans risque de mise en échec du système ainsi que plusieurs observations non résolues au jour de l'inspection.

Observations :

Constat du 09/05/2016 :

"L'exploitant a présenté le compte-rendu (Q1) de vérification de l'installation de sprinklage effectuée par la société TYCO le 07/10/2015.

Au vu du [compte-rendu] Q1 du 07/10/2015, des installations et zones entières du site sont hors protection sprinkler et des travaux restent à faire pour la mise en conformité des installations de sprinklage.

L'exploitant a également remis à l'Inspection des Installations Classées un devis (n°280012-937766-0) des travaux d'extension du réseau sprinklage établi par la société TYCO le 22/04/2016."

Non-conformité NC9 :

Au vu du [compte-rendu] Q1 du 07/10/2015, des installations et zones entières du site sont hors protection sprinkler et des travaux restent à faire pour la mise en conformité des installations de sprinklage.

Réponse de l'exploitant du 09/09/2016 :

"Une demande d'investissement a été rédigée et soumise au groupe pour lever les observations sur le rapport sprinkler Q1. Voir en annexe P."

Constat du 14/09/2023 :

L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des équipements de sprinklage EQUANS en date du 13 juin 2023. Ce rapport liste plusieurs non-conformités sans risque de mise en échec du système de sprinklage, ainsi que plusieurs observations et propositions d'améliorations du système. L'exploitant a indiqué ne pas avoir procédé à la correction de ces éléments au jour de l'inspection. L'exploitant a indiqué que certaines des observations listées font référence à des locaux qui n'existent plus sous la forme mentionnée dans le rapport de vérification, et a complété en signalant que des revues devraient être menées avec son contrôleur pour retirer ces éléments des prochains rapports.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 60 jours

N° 10 : Suivi des déchets - NC10 VI 09/05/2016

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2004, article 3.3.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit établir un bordereau de suivi des déchets industriels spéciaux, lors de la remise de ses déchets à un tiers, selon les modalités fixées à l'arrêté du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

Pour chaque enlèvement les renseignements minimum suivants sont consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement, listings informatiques...) et conservé par l'exploitant :

- code du déchet selon la nomenclature suivant le décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets,
- origine et dénomination du déchet,
- quantité enlevée,
- date d'enlèvement,
- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé,
- destination du déchet (éliminateur : noms, coordonnées...),
- nature de l'élimination effectuée.[...]

Constats : Pas d'écart constaté.

Observations :

Constat du 09/05/2016 :

"Par courrier du 31/07/2012, l'exploitant a déclaré l'existence de son installation de transit, regroupement de déchets papier en balles soumise à déclaration au titre de la rubrique 2714. Le 09/05/2016, cette installation est toujours en activité selon la déclaration de l'exploitant lors de la visite des parties extérieures de l'établissement.

D'après le témoignage de l'exploitant, celui-ci ne connaît pas la destination finale des balles de déchets « papier » enlevées du site.

Il est de la responsabilité de l'exploitant de retrouver la maîtrise de la traçabilité des déchets papier en balles au départ du site et de tenir à disposition de l'Inspection des Installations Classées un « registre de déchets sortants » où sont consignés les informations relatives à l'enlèvement des balles de papier, énumérées à l'article 7.3.2 de l'arrêté ministériel du 14/10/2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration sous la rubrique 2714."

Non-conformité NC10 :

D'après le témoignage de l'exploitant, celui-ci ne connaît pas la destination finale des déchets en balles de papier enlevées du site.

Réponse de l'exploitant du 09/09/2016 :

"Voici le schéma de notre gestion des déchets papier/carton, organisée par DS Smith Recycling. En annexe Q une copie pour exemple des bordereaux de mai 2016."

Constat du 14/09/2023 :

L'exploitant a présenté, lors de l'inspection, le bordereau de suivi ainsi que le bon de livraison, datés du 12 septembre 2023, justifiant de la livraison de 48 balles de papier pour recyclage vers un établissement appartenant au groupe DS Smith - sous sa branche Recycling - situé aux Pays-Bas.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2004, article 3.5.3.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un ensemble d'actions préétablies et systématiques pour assurer le bon respect des dispositions du présent arrêté et de celui de ses règles internes de sécurité. Cette organisation comprend au moins : [...] b) la vérification des divers moyens de secours, d'intervention ainsi que le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité [...].
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : <u>Constat du 09/05/2016 :</u> "L'exploitant a informé l'Inspection des Installations Classées que les travaux de réfection de la toiture ont pris fin en novembre 2015. Il a présenté à l'Inspection des Installations Classées un bon de commande du 11/04/2016 de la société CLIMEX visant à réaliser la vérification initiale des exutoires de fumées du site. Le 9 mai 2016, soit près de 6 mois après la fin des travaux de réfection de la toiture des bâtiments du site l'exploitant n'a pas fixé la date ni le nom du prestataire désigné pour la réalisation de la vérification initiale du système de désenfumage." <u>Demande D1 :</u> Il appartient à l'exploitant de faire vérifier les exutoires de fumées de son établissement à l'issue des travaux de réfection de la toiture et de tenir à disposition de l'Inspection des Installations Classées lors de la prochaine visite le rapport de vérification initiale de ceux-ci. <u>Réponse de l'exploitant du 09/09/2016 :</u> "La société CLIMEX est venue contrôler nos exutoires de fumées pour chaque canton, le 17 juin 2016. Nous tenons à votre disposition le rapport de contrôle." <u>Constat du 14/09/2023 :</u> L'exploitant a présenté, durant l'inspection, le rapport de vérification des équipements de désenfumage en date du 6 décembre 2022. Ce rapport liste une observation sur l'un des systèmes de désenfumage. L'exploitant a également présenté un devis signé pour la correction de cette observation en date du 30 décembre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2004, article 3.5.7.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Poteaux incendie
Prescription contrôlée : L'établissement dispose des ressources en eau en quantité suffisante pour faire face au scénario d'accident le plus pénalisant issu notamment de l'étude de dangers. Les besoins en eau des services d'incendie de secours sont assurés par une réserve d'eau d'un volume de 450 m ³ et par 3 poteaux incendie : -2 poteaux privés, situés à l'intérieur de l'installation, à moins de 50 m du bâtiment, assurant simultanément un débit de 140 m ³ /h ; -1 poteau public à 100 m assurant un débit de 90 m ³ /h sous 3 bar. [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : <u>Constat du 09/05/2016 :</u> "L'exploitant a présenté le rapport des mesures de débit des 2 hydrants internes au site. Au vu de ce rapport, les poteaux incendie ne délivrent pas le volume prescrit. Il appartient à l'exploitant de justifier de l'équivalence des réserves d'eau installées et de l'adéquation de celles-ci au regard de l'évolution de l'établissement." <u>Remarque R1 :</u> Il appartient à l'exploitant de justifier de l'équivalence des réserves d'eau installées et de l'adéquation de celles-ci au regard de l'évolution de l'établissement. <u>Réponse de l'exploitant du 09/09/2016 :</u> "- Validation avec le SDIS : Les besoins en eau pour la défense incendie ont été validés avec le SDIS en 2010. Le Commandant QUIGNAUX était venu sur place le 12/01/2010 pour dimensionner ces besoins. La mise en place des réserves a également été validée avec le SDIS. Voir en annexe R. - Hypothèses au 08/06/2016 : Surface de référence : 12 300 m ² - activité : 2900 m ² avec coef 1 - stockage : 9400 m ² avec coef 2 (coef : extrait de l'annexe 1, Fascicule O) 3 poteaux incendie : - Débit 61, 76 et 93 m ³ /h (dernière mesure 2015) - nous partons sur l'hypothèse, qu'en utilisation simultanée, le débit délivré serait de 60 m ³ /h - Débit nécessaire : Feuille de calcul jointe en annexe S : Débit requis par D9 : 480 m ³ /h Débit dispo sur poteaux : 60 m ³ /h Débit nécessaire : 480 - 60 = 420 m ³ /h - Volume nécessaire : Débit nécessaire x 2 heures : 420x2 = 840 m ³ Nous disposons de 1000 m ³ donc sommes conformes." <u>Constat du 14/09/2023 :</u>

<p>L'exploitant a présenté, lors de l'inspection, les résultats de mesure des poteaux incendie installés sur son site ainsi que sur la rue à proximité immédiate de son établissement.</p> <p>Ce rapport de mesure indique que, sous une pression d'1 bar, les poteaux internes de l'établissement fournissent respectivement 50 et 64 m³/h. Le poteau externe de l'établissement présente, sous une pression d'1 bar, un débit mesuré à 72 m³/h.</p> <p>Ce rapport n'indique pas si les mesures réalisées sur les poteaux internes ont été faites en fonctionnement simultané. Interrogé sur le sujet, l'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter cette précision.</p> <p>Par ailleurs, la pression attendue sur le poteau externe est de 3 bar. Le rapport présenté n'indique pas de mesure à cette pression.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs indiqué disposer sur son établissement de 2 réserves aériennes d'eau de 550 m³ de volume sur son établissement, en plus des réserves de sprinklage.</p> <p>Au vu des éléments transmis par l'exploitant dans son courrier du 9 septembre 2016, ainsi que présenté lors de l'inspection du 14 septembre 2023, l'exploitant dispose de moyens équivalents au débit que devrait lui apporter les poteaux incendie installés sur le site.</p> <p>Il apparaît intéressant que l'exploitant procède cependant aux mesures manquantes mentionnées ci-dessus, dans l'objectif de disposer de l'ensemble des informations concernant sa défense incendie en cas d'incident.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Tenue à jour du registre de sécurité - R2 VI 09/05/2016

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2004, article 3.5.3.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des interventions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un ensemble d'actions préétablies et systématiques pour assurer le bon respect des dispositions du présent arrêté et de celui de ses règles internes de sécurité.</p> <p>Cette organisation comprend au moins : [...]</p> <p>c) les modalités d'intervention pour maintenance, vérification ou modification, y compris la qualification nécessaire pour intervenir (personnel de l'entreprise ou sous-traitant) [...].</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations :</p> <p><u>Constat du 09/05/2016 :</u></p> <p>"Le 09/05/2016, l'exploitant n'a pas présenté de justificatif de vérification des portes coupe-feu de l'établissement pour l'année 2016 alors que l'Inspection des Installations Classées a noté un visa de vérification périodique du 02/05/2016 de la société TYCO sur une porte coupe-feu du bâtiment principal de l'établissement."</p> <p><u>Remarque R2 :</u></p> <p>Il relève de la responsabilité de l'exploitant de tenir à jour le registre de sécurité en y consignant systématiquement les comptes-rendus des vérifications déjà réalisées de l'établissement. Le calendrier prévisionnel annuel des vérifications périodiques des équipements de sécurité est</p>

également annexé au registre de sécurité.

Réponse de l'exploitant du 09/09/2016 :

"Nous disposons d'un registre de sécurité. Nous le tenons à votre disposition. Vous trouverez en annexe T, le "PSM" qui est le calendrier de planification des différentes vérifications."

Constat du 14/09/2023 :

L'exploitant a présenté, lors de l'inspection, le registre de sécurité de l'établissement. L'inspection des installations classées a bien observé l'enregistrement des vérifications des matériels du site dont les rapports ont été contrôlés dans les points de contrôle précédents.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2004, article 3.5.7.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Volume d'eau disponible
Prescription contrôlée : L'établissement dispose des ressources en eau en quantité suffisante pour faire face au scénario d'accident le plus pénalisant issu notamment de l'étude de dangers. [...] Les réserves en eau associées au système d'extinction sont assurées par 2 réserves aériennes galvanisées de 740 m ³ et de 40 m ³ avec auto-alimentation. La ré-alimentation de la première réserve se fait à 80 m ³ /h et la seconde à 10 m ³ /h. La pompe associée au système est une pompe diesel de débit 450 m ³ /h pour la réserve de 740 m ³ et d'une électro pompe de 80 m ³ /h pour la réserve de 40 m ³ .
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : <u>Constat du 09/05/2016 :</u> "Le 09/05/2016, l'exploitant a présenté le compte-rendu de vérification annuelle de l'installation de sprinklage du site effectuée par TYCO le 07/10/2015. Le rapport de TYCO signale l'insuffisance du volume d'eau dans les réserves d'alimentation du réseau de sprinklage est insuffisant. L'exploitant indique procéder régulièrement à des essais de fonctionnement de son réseau de sprinklage, ce qui pourrait expliquer la baisse de la quantité d'eau dans le réseau. Par ailleurs, des fuites d'eau ont été relevées sur le presse-étoupe de la pompe Jockey." <u>Remarque R4 :</u> Il est de la responsabilité de l'exploitant de disposer du volume d'eau nécessaire dans le réseau de sprinklage et au besoin de faire l'appoint de celle-ci notamment à l'issue d'essais de fonctionnement. Les fuites d'eau au niveau des pompes peuvent causer une perte de charge dans le réseau. Elles doivent être réparées afin de garantir une réalimentation des réserves d'eau par les pompes selon les débits prescrits. <u>Réponse de l'exploitant du 09/09/2016 :</u> "a- Lors de nos tests hebdomadaires, la moto-pompe fonctionne 30 minutes, en circuit fermé. Conformément à la règle APSAD R1. b- Les autres tests consomment très peu d'eau. c- La réserve A se ré-alimente automatiquement sur le réseau d'eau de la ville. Un flotteur commande l'ouverture de la vanne. d- Le niveau de la réserve B est sous contrôle permanent. Si le niveau est trop bas une alarme sonne (report à la maintenance). Nous devons alors ouvrir la vanne de remplissage pour acquitter le défaut. e- Fuite sur le presse-étoupe de la pompe jockey : la pompe a été changée par une "CR5" le 16/11/2015. f- Le report d'alarme, en cas de déclenchement de l'électro-pompe ne fonctionne pas. Nous avons missionné TYCO pour résoudre ce point. Voir la commande jointe en annexe V." <u>Constat du 14/09/2023 :</u> L'exploitant a indiqué que des contrôles hebdomadaires, mensuels et semestriels sont réalisés sur le réseau sprinklage, y compris sur le niveau des réserves sprinklage. Le rapport hebdomadaire en date du 11 septembre 2023 ne relève pas d'écarts sur le réseau.

Par ailleurs, le rapport annuel du 13 juin 2023 ne relève pas d'écarts sur le volume des réserves de sprinklage.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet